

Introduction

I pledge you, I pledge myself, to a new deal for the American people. Let us all here assembled constitute ourselves prophets of a new order of competence and of courage. This is more than a political campaign; it is a call to arms. Give me your help, not to win votes alone, but to win in this crusade to restore America to its own people.

Franklin Delano Roosevelt, « New Deal Speech at the Democratic National Convention », July 2, 1932.

There is one front and one battle where everyone in the United States—every man, woman, and child—is in action, and will be privileged to remain in action throughout the war. The war is right here at home, in our daily lives, and in our daily tasks.

Franklin Delano Roosevelt, « On our National Economic Policy: Radio Address of the President on the Subject of Total War and Total Effort », April 28, 1942.

À l'automne 1929, les États-Unis furent frappés par une crise économique de grande ampleur. Les fondations du pays furent particulièrement ébranlées. Le krach boursier, qui ruina instantanément des millions d'Américains, permit de mettre au jour le fonctionnement d'une société à deux vitesses dans laquelle les inégalités étaient plus profondes que les dirigeants de l'époque avaient bien voulu l'admettre. Nombre de ces dirigeants, en raison de leur incompétence, de leur manque d'anticipation et de réaction, permirent, malgré eux, la prise de conscience de leurs concitoyens face aux dysfonctionnements de leur société. Cet électrochoc, avec le recul, allait se révéler salutaire, dans la mesure où les États-Unis se nourrissent de cet échec et de ses désillusions pour ressortir plus forts de cette épreuve, une fois la Seconde Guerre mondiale terminée.

Le gouvernement américain, compte tenu de l'ampleur du marasme économique, prit la décision de veiller au bien-être de la population. Le New Deal de Franklin Delano Roosevelt, surnommé FDR, marquera à jamais de son empreinte l'histoire économique et sociale américaine : aide accordée aux agriculteurs pour soutenir les prix agricoles, mesures importantes mises en œuvre dans le cadre de la sécurité sociale et représentation syndicale, pour ne citer que quelques exemples. En revanche, la position américaine sur la scène internationale fut moins tranchée. En effet, l'intervention militaire de 1917 avait très longtemps été perçue comme maladroite, ou du moins avait mal été interprétée et, de ce fait, fut fortement critiquée. Par conséquent, de 1935 à 1937, le Congrès précisa dans la loi, sans la moindre ambiguïté, que la neutralité américaine était de mise. La tournure des événements, aussi bien en Europe que dans la Pacifique, poussa toutefois les

États-Unis à modifier cette politique de neutralité, le 8 décembre 1941, après l'attaque japonaise à Pearl Harbor, situé sur l'île hawaïenne d'Oahu.

En résumé, les années Roosevelt englobent essentiellement deux aspects. Tout d'abord, elles se déroulèrent sur la scène économique et sociale avec la mise en application du New Deal, programme novateur censé redonner confiance au pays après l'effondrement boursier de 1929 et les années de grande dépression qui suivirent ; son but premier consistait à assainir le système économique national et à favoriser, le plus rapidement et le plus durablement possible, le retour des États-Unis à la croissance et à la prospérité. L'autre aspect important de ces années fut le passage progressif d'une politique américaine de neutralité militaire à un engagement total sur les scènes européenne et pacifique dès 1941. Les industries américaines fonctionnaient dès lors à plein régime pour aider le pays, ainsi que ses Alliés, à lutter contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, et à sortir vainqueurs d'un conflit âpre, qui, une fois achevé, pouvait annoncer des jours meilleurs sur la scène internationale et avoir des répercussions positives au niveau national.

Cet ouvrage collectif a pour seul objectif d'être utile et pratique aux agrégatifs. Il n'a aucunement l'ambition d'être exhaustif sur une question aussi large, aussi technique et aussi dense que celle-ci : en effet, certains points des années Roosevelt mériteraient, à eux seuls, un ouvrage entier et détaillé. Par conséquent, il est divisé en cinq parties bien distinctes :

- il comprend tout d'abord une chronologie allant du 8 novembre 1932, date de la victoire de FDR aux élections présidentielles, au 12 avril 1945, date de son décès, peu de temps après sa quatrième victoire aux élections présidentielles, fait unique dans l'histoire américaine ;
- puis, une présentation synthétique de la période permet d'en aborder les événements les plus importants ;
- ensuite, figurent 14 articles qui s'intéressent à certains aspects saillants de ces années d'austérité qui ont finalement connu une issue heureuse, puisque les États-Unis, au sortir du conflit mondial, se sont imposés comme une puissance économique revigorée et solide. Ces années ont également propulsé le pays sur le devant de la scène internationale en tant que superpuissance militaire incontournable ;
- cet ouvrage rassemble également 5 textes jugés importants et résumant les années Roosevelt ;
- enfin, une bibliographie sélective aide à repérer les principaux ouvrages traitant de la question ;
- la sélection d'articles est divisée en deux grandes parties qui permettent de quadriller au mieux cette période : tout d'abord « Les années Roosevelt au travers du prisme du New Deal », puis « Les années Roosevelt : 'Home Front' et société américaine ».

La première partie comprend sept articles.

Clarisse GODARD-DESMARETS s'intéresse aux « 100 Premiers Jours » au pouvoir du président Roosevelt. Au cours de cette période, qui englobe la session spéciale du 73^e Congrès, du 9 mars au 16 juin 1933, le chef de l'exécutif s'est attelé à une profonde refonte des États-Unis. Elle montre que le discours d'investiture du 4 mars 1933 a donné le ton d'un début de mandat volontariste caractérisé par une effervescence législative. FDR est parvenu à faire adopter pas moins de quinze textes de loi à marche forcée et a créé de nombreuses agences dont la portée s'inscrit au-delà de la seule période inaugurale du New Deal.

Pour sa part, **Marie BOLTON** revisite l'« *Alphabet Soup* », qui comprend les lois, les programmes et les agences de réglementation du New Deal. Elle montre que l'historiographie de la période s'est essentiellement intéressée aux trois « R » du programme rooseveltien : « *reform* », « *recovery* » et « *relief* », tout en insistant sur le fait qu'un quatrième « R », comme « *revolution* », est généralement occulté. Elle avance également l'idée selon laquelle les historiens et les économistes qui analysent la crise de 2008 ont régulièrement établi des liens entre le contexte de la fin du XX^e siècle et celui des années 1920 : entre la Grande Récession consécutive à 2008 et les années qui ont suivi la Crise de 1929. Enfin, elle s'interroge sur le bien-fondé de ne pas inclure ce quatrième « R » dans le New Deal rooseveltien.

Pour **Andrew IVES**, FDR est une figure historique de premier plan dans plusieurs domaines, mais le plus grand héritage qu'il a laissé a trait au libéralisme. En effet, il a réorienté la pensée politique américaine en faisant accepter une nouvelle conception du rôle de l'État rompant avec la tradition américaine. FDR s'est réapproprié le terme « *liberal* » pour lui donner une connotation progressiste, et cette vision s'est imposée chez les Américains. Son article s'intéresse à l'évolution du libéralisme, et de là, il analyse le rôle clé joué par FDR dans la transformation qui s'est opérée aux États-Unis, mutation qu'il est parvenu à imposer grâce à son talent remarquable de rhétoricien et de communicateur.

Comme le déclare **Pierre ARNAUD**, le New Deal est encore aujourd'hui l'objet de controverses. Instrumentalisé dans le débat économique, il apparaît comme un assemblage hétéroclite de mesures parfois contradictoires. En faire un bilan est une tâche malaisée. En effet, Roosevelt arrive au pouvoir au milieu d'une crise systémique dont personne ne comprend réellement les causes, car l'économie a été bouleversée par la production et la consommation de masse, tandis que son analyse reste ancrée dans les principes du XIX^e siècle. Roosevelt doit donc agir empiriquement, en l'absence d'un cadre conceptuel qui n'apparaîtra pas avant 1936. L'article montre que ce vide théorique explique les raisons pour lesquelles la relance économique du New Deal n'est qu'un demi-succès. Malgré tout, Roosevelt est parvenu à poser les fondations du cadre de régulation institutionnelle qui a encadré la longue phase de prospérité de l'Âge d'or d'après-guerre.

Élisabeth BOULOT analyse le *Social Security Act* du 14 août 1935. Son article montre les raisons pour lesquelles l'adoption de cette loi marque un tournant politique et institutionnel dans l'histoire du New Deal. Les changements qu'elle induit créent « une nouvelle donne » économique et sociale. À ce titre, elle est représentative de la volonté du président non seulement de procéder à une reconstruction économique du pays

(*economic recovery*), mais également à sa reconstruction morale (*spiritual recovery*). Elle est également le signe que Roosevelt se veut le porte-parole, au XX^e siècle, d'une « démocratie humaniste », contre-modèle aux régimes totalitaires contre lesquels les États-Unis et leurs alliés vont se battre à partir du 8 décembre 1941, et qui deviendra l'idéal du monde libre après la guerre. Dans les années 1960, Lyndon Baines Johnson reprend à son compte l'héritage social du New Deal. Le *Social Security Act* est amendé en 1965 pour créer deux nouveaux programmes : *Medicare* et *Medicaid*.

Dans son article, **Marion PULCE** montre que pour faire face à la crise économique, Roosevelt accroît le rôle du gouvernement fédéral en matière de régulation du secteur privé. Pour ce faire, de nombreuses agences administratives et commissions voient le jour. Cependant, la Cour suprême ne voit pas cette expansion de l'exécutif d'un bon œil et, dès 1935, invalide plusieurs lois emblématiques du New Deal. S'ensuit une lutte entre libéraux et conservateurs pour déterminer quelle marge de manœuvre doit être accordée aux bureaucrates lors de la mise en œuvre des lois. Fort de sa réélection en 1936, Roosevelt tente de faire voter une loi de réorganisation du judiciaire afin de faire pencher la balance au sein de la Cour suprême en faveur du New Deal ; toutefois, celle-ci est invalidée par le Sénat. Pourtant, en 1937, la Cour opère un revirement de jurisprudence et accorde aux agences fédérales une grande autonomie, qu'elles conserveront pendant plusieurs décennies.

1937 est également l'année du « *Court-Packing Plan* ». Comme le montre **Armand HAGE**, ce plan indique que l'exécutif estime que la Cour suprême détient un pouvoir trop important, sinon abusif. Ayant fait ce constat, FDR essaie de réformer la Cour. Cet acte pose la question de l'équilibre et de la séparation des pouvoirs, deux notions chères aux Fondateurs et rédacteurs de la Constitution, qui insiste sur les contre-pouvoirs. Lorsque la Cour invalide des textes de loi du New Deal, Roosevelt craint pour l'avenir de son programme. C'est ainsi que son projet de 1937 prévoit notamment de relever le nombre de juges afin d'y nommer des magistrats qui lui sont acquis et de forcer les magistrats de plus de 70 ans et 6 mois à se retirer. Mais ces propositions déplaisent même à des partisans de Roosevelt, qui y voient des motivations partisans. FDR le retire quelques mois plus tard, car des juges prennent leur retraite et la Cour devient plus bienveillante. Ce projet quasi dictatorial a entaché les présidences de FDR.

La deuxième partie de cet ouvrage traite du « *Home Front* » et comprend également sept contributions.

Armand HAGE montre qu'après l'entrée en guerre des États-Unis, le 8 décembre 1941, FDR fait la tournée des usines qui fabriquent le matériel destiné au conflit. Il appelle l'effort de guerre « *Home Front* ». Toutefois, auparavant, et depuis son premier mandat, il doit batailler sur un autre « *home front* » : celui de la politique étrangère, contre les isolationnistes et les partisans de la neutralité. L'article insiste sur le fait que ces notions remontent à l'origine des États-Unis ; de façon générale, les présidents les prêchaient mais pratiquaient souvent l'interventionnisme. L'isolationnisme fut renforcé après la Première Guerre mondiale, car le conflit avait coûté cher en vies humaines et des enquêtes aboutirent à la conclusion que l'entrée en guerre était motivée par le profit qu'en tiraient les

marchands d'armes. FDR croit à l'interventionnisme, mais les isolationnistes bloquent en partie son action. Il doit faire appel à son habileté politique pour prévaloir, aidé en cela par les agressions nazies et l'attaque japonaise surprise sur Pearl Harbor.

Au cours des années de guerre, est amorcée une transformation sociale dont l'ampleur égale, voire dépasse celle du New Deal, comme l'avance **Ruxandra PAVELCHIEVICI**. En effet, au cours de cette mobilisation vers une économie de guerre, l'État fédéral continue à jouer un rôle central et, à maints égards, il est légitime de considérer que l'engagement dans la Seconde Guerre mondiale permet la cristallisation des principes constitutifs du New Deal. La conversion de l'économie américaine vers une « économie mixte » est d'ailleurs couronnée de succès. Néanmoins, la relation entre les salariés et l'État fédéral demeure tendue au cours de la guerre, et l'État fédéral renonce à poursuivre certaines réformes ; il choisit même de revenir sur certaines autres. Si l'héritage du New Deal ne fait pas l'objet de contestations radicales, les pressions de la part des conservateurs, ainsi que les évolutions idéologiques intervenues parmi les « *liberals* » à l'américaine, conduisent à penser que le modèle économique, qui s'est développé pendant la guerre, a apporté une inflexion majeure au New Deal originel.

Selon **Laurent ROESCH**, la période du « *home front* » marque la recrudescence de l'activisme noir et la montée de la violence autour de la question des discriminations, en particulier dans le secteur de l'emploi. En effet, un certain nombre de mouvements font pression pour que cessent les pratiques discriminatoires, en particulier dans les entreprises. L'une des figures les plus emblématiques de cette période est A. Philip Randolph, qui menace le gouvernement Roosevelt de conduire une marche sur Washington. Pendant les années de guerre, la communauté noire a des réactions à la fois pacifiques et violentes. Elle mène une campagne pour une double victoire, contre les ennemis de l'extérieur, mais également contre les ennemis de l'intérieur, c'est-à-dire les préjugés, le racisme, les discriminations et la ségrégation raciale. Toutefois, cette campagne est marquée par un contexte de tensions et d'émeutes, en particulier dans les villes.

Pour **Julien ZARIFIAN**, la politique étrangère des États-Unis du président Roosevelt à l'égard de l'URSS de Joseph Staline est révélatrice des efforts du président américain, internationaliste dans l'âme, pour préserver la paix mondiale. Considérant l'URSS comme incontournable sur l'échiquier international et potentiellement utile pour contrer les nationalismes allemands et japonais des années 1930, les vaincre pendant la Seconde Guerre mondiale, et pour construire, par la suite, la paix internationale, le président fait toujours son possible, contre vents et marées, pour tendre la main aux dirigeants du Kremlin. Ses détracteurs le lui reprochent, présentant sa politique comme naïve et manquant de discernement, mais celle-ci permet aux relations américano-soviétiques d'atteindre, globalement, un niveau de proximité unique, qui ne sera plus jamais atteint par la suite.

Pour sa part, **Gelareh YVARD-DJAHANSOUZ** estime que la présidence de FDR a eu un impact sans précédent sur l'environnement en encourageant ce que les écologistes modernes considèrent comme une « utilisation durable » des ressources naturelles. Ses efforts pour la protection de l'environnement, d'abord en tant que sénateur de l'État de New York, puis comme gouverneur du même État et enfin en tant que président des États-Unis, ont donné naissance à des projets phares du New Deal. En dépit de la critique

de ses politiques écologiques utilitaristes, FDR devrait être considéré comme l'un des présidents écologistes les plus éminents dans l'histoire américaine, aux côtés de son célèbre cousin, Theodore Roosevelt.

En plus de l'environnement, FDR a également été particulièrement actif dans le domaine de la culture. Comme le montre **Céline MANSANTI**, à partir de 1935, soit du Deuxième New Deal, les années Roosevelt sont marquées par une intervention sans précédent de l'État fédéral dans la culture. Il s'agit de faire des États-Unis une démocratie culturelle et de démocratiser l'accès à la culture, en créant une bureaucratie capable de servir d'interface entre les citoyens et les productions artistiques et intellectuelles. Toutefois, la portée politique de ces projets culturels et artistiques dépasse cet objectif : s'ils encouragent les citoyens à faire corps social, au sein d'un État-Nation mené par Roosevelt, ils permettent également de définir une identité culturelle nationale, indépendamment du mètre-étalon que l'Europe a tendance à représenter aux yeux de nombreux Américains.

Enfin, la période 1932-1945 aux États-Unis ne se limite pas exclusivement à FDR ; son épouse Eleanor a également joué un rôle capital pendant les années au pouvoir de son époux. Pour **Eddy CHEVALIER**, il s'agit d'une femme politique brillante, juste et généreuse qui a sans conteste contribué au renouveau des années Roosevelt et à la mutation idéologique qui les caractérise. Œuvrant pour une visibilité des minorités dans la vie politique et culturelle du pays, elle s'intéresse de près à la question raciale et remet en question le consensus. Ses nombreux exemples de bravoure, à mettre en parallèle avec les mouvements de résistance qui secouent le pays, montrent qu'elle est la première *First Lady* moderne, redéfinissant sa fonction grâce à une utilisation des médias aussi novatrice que stratégique. Porte-parole d'un pays meurtri, elle mène un combat rhétorique et politique contre l'injustice et sa trajectoire singulière, des mondanités au bénévolat éclairé, fait d'elle une figure incontournable du New Deal.

Chronologie des années Roosevelt (principaux événements)

- 8 novembre 1932: FDR gagne les élections présidentielles.

1933

- 15 février: Guiseppe Zangara tente d'assassiner FDR à Miami. Ce dernier s'en sort indemne.
- 4 mars: FDR devient officiellement le 32^e président des États-Unis.
- 5 mars: FDR préconise la fermeture de toutes les banques (« *Bank Holiday*») afin de contrôler l'agitation économique et calmer la population tout en lui montrant que le nouveau gouvernement prend les choses en main afin de rétablir la confiance.
- 6 mars: début du « *Bank Holiday*» qui doit initialement durer jusqu'au 10 mars et est finalement prolongé jusqu'au 13.

« Les 100 premiers jours » (9 mars-16 juin 1933)

- 9 mars: début des « 100 jours » du New Deal.
Le 73^e Congrès se réunit en session extraordinaire.
Adoption de l'*Emergency Banking Act* (EBA); cette loi autorise exclusivement le fonctionnement des banques qui ont reçu l'approbation de la *Federal Reserve*.
- 10 mars: l'*Economy Act* est envoyé au Congrès.
- 12 mars: première Causerie au coin du feu (« *Fireside Chat*») avec pour thème la crise bancaire.
- 13 mars: réouverture des banques.
- 16 mars: le « *Farm Bill*» est envoyé au Congrès dans le but de venir en aide aux agriculteurs, dont le pouvoir d'achat a fortement baissé. Des mesures sont prises contre la surproduction: en octobre, près de 6 millions de porcs sont abattus et de nombreux champs de coton sont défrichés.
- 20 mars: adoption de l'*Economy Act*. Cette loi vise à équilibrer le budget fédéral en diminuant le salaire des fonctionnaires et celui des différents ministères; elle réduit également les avantages des anciens combattants de 50 % (passage de 900 à 450 millions de dollars), qui représentent 25 % du budget total de l'État fédéral (environ 3,6 milliards de dollars). Elle fera économiser près d'un milliard de dollars.
- 21 mars: le projet de loi relatif au *Civilian Conservation Corps* est envoyé au Congrès.

- **22 mars** : le projet de loi relatif aux revenus générés par la bière et le vin est envoyé au Congrès (*Beer-Wine Revenue Bill*). Il est adopté et modifie le *Volstead Act* de 1933, qui avait instauré la prohibition ; la collecte d'une taxe de cinq dollars par tonneau de bière est désormais possible.
- **27 mars** : création de la *Farm Credit Administration* (FCA), dont le but est de faciliter l'obtention de crédits au monde agricole.
- **31 mars** : le Congrès adopte le *Reforestation Relief Act*, qui met en place le *Civilian Conservation Corps* (CCC). Son but était, à l'origine, de créer quelque 250 000 emplois pour les jeunes chômeurs. En 1942, 2 millions d'emplois seront créés dans des domaines variés : dans la reforestation, la construction de parcs, pour lutter contre les incendies de forêts, et protéger les espèces en voie de disparition, pour n'en citer que quelques-uns. 4 millions d'arbres sont taillés et entretenus, un milliard de poissons sont pêchés et près de 30 000 abris naturels sont construits pour la protection de la faune.
- **7 avril** : les ventes de bière deviennent légales, ce qui ne s'était pas produit depuis la mise en place de la prohibition, pour permettre au gouvernement de récolter des taxes sur ces boissons.
- **10 avril** : proposition de créer la *Tennessee Valley Authority* (TVA).
- **18 avril** : décision de renoncer à l'étalon-or.
- **7 mai** : lors de sa deuxième Causerie, FDR fait le bilan des 60 premiers jours.
- **12 mai** : adoption du *Federal Emergency Relief Act* ; cette loi permet de venir en aide aux États en débloquant un budget de 500 millions de dollars sous la forme de dons à destination des programmes d'assistance et de travaux publics des États et des municipalités ; la somme sera portée à près d'un milliard de dollars en février 1934. L'objectif affiché est de lutter contre le chômage (environ 14 millions de chômeurs, soit un peu plus du quart de la population active).
 Dans le cadre de l'*Agricultural Adjustment Act* et de l'*Emergency Farm Mortgage Act*, le gouvernement s'efforce de réduire la surproduction pour un montant d'environ 200 millions de dollars. Plusieurs méthodes sont utilisées : abattages de troupeaux, interruption ou arrachage des récoltes. Le gouvernement fixe le prix des produits agricoles et offre des subventions aux exploitants agricoles. L'objectif de l'AAA est le rétablissement de la parité du pouvoir d'achat des principaux produits avec celui de la période 1909-1914.
- **18 mai** : adoption du *Tennessee Valley Act*. Dans ce cadre, près de mille kilomètres de voies navigables seront construites entre Knoxville, dans le Tennessee et Paducah, dans le Kentucky, ainsi que des barrages, des centrales et des usines fabriquant des fertilisants, pour ne citer que quelques exemples.
- **27 mai** : adoption du *Federal Securities Act* ; cette loi vise à réglementer les transactions boursières ; elle met en place la *Securities Exchange Commission*, organisme de contrôle (« *watchdog agency*»), dont la mission consiste à favoriser le retour de l'honnêteté et de la rectitude dans le monde des affaires en informant précisément la population lors de nouvelles émissions d'actions.